



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

**Trente-sixième session**

**19-21 octobre 2020<sup>1</sup>**

**Informations actualisées sur la covid-19 et ajustements apportés aux priorités régionales de la FAO pour combattre les effets qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que sur les systèmes alimentaires**

## Résumé

- Par leurs effets combinés, la propagation mondiale de la covid-19, les mesures prises pour prévenir et combattre la pandémie et la récession économique mondiale vont probablement perturber le fonctionnement des systèmes alimentaires et faire ressortir leurs vulnérabilités. La crise frappe de plein fouet la région de l'Amérique latine et des Caraïbes: les estimations font apparaître une baisse potentielle de la croissance économique de 9,1 à 9,4 pour cent pour les pays de la région en 2020; la pauvreté devrait augmenter pour atteindre ses niveaux les plus élevés depuis deux décennies, touchant jusqu'à 230,9 millions de personnes dont 96,2 millions vivant dans l'extrême pauvreté, avec des millions de pertes d'emplois. Étant donné l'hétérogénéité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et les inégalités qui prévalent en leur sein et entre eux, l'effet de la pandémie sur les systèmes alimentaires se ressentira différemment dans la région.
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a aidé les pays à faire face à la crise liée à la covid-19 en s'attachant, en particulier: i) à comprendre et à atténuer l'impact de la pandémie sur l'alimentation et l'agriculture afin de fournir aux décideurs de la région des informations et de solides indications sur les mesures à prendre pour maintenir les systèmes alimentaires en vie; ii) à sauvegarder la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance des plus vulnérables, à soutenir le pouvoir d'achat des populations et à travailler avec les gouvernements pour renforcer les systèmes de protection sociale; iii) à sauvegarder le fonctionnement des systèmes d'approvisionnement en procurant aux gouvernements un soutien technique à différents niveaux; et iv) à promouvoir l'échange, entre les pays, de connaissances sur les réponses à apporter.

<sup>1</sup> La session devait initialement se tenir du 27 au 29 avril 2020 à Managua (Nicaragua).

- Les défis actuels exigent de la FAO une réponse qui soit opportune, efficace et adaptée aux nouvelles circonstances. Pour ce faire, l'Organisation a élaboré un programme mondial d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 et révisé son programme régional, actualisant, ce faisant, les Initiatives régionales (IR).
- **IR1 Transformer les systèmes alimentaires pour offrir à tous une alimentation saine:** La pandémie a mis les systèmes alimentaires à rude épreuve comme jamais auparavant; il est essentiel de les maintenir en bon état de fonctionnement et de garantir à tous l'accès à une alimentation saine tout en remédiant aux lacunes mises en évidence pendant la crise. Les systèmes agroalimentaires aideront grandement les pays à se relever, notamment en créant des emplois et en stimulant l'activité économique grâce à des marchés locaux et à des exportations efficaces.
- **IR2 Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives:** Afin de répondre aux besoins immédiats des habitants des zones rurales et d'améliorer leur résilience sur le long terme, la FAO s'emploie à aider ses Membres à renforcer l'agriculture familiale et les petits exploitants agricoles en accroissant leur production et leur productivité, en raccourcissant les chaînes de valeur alimentaires, en leur donnant accès aux marchés, en développant les systèmes de protection sociale, en réduisant les inégalités de genre, en améliorant l'infrastructure sociale, en accroissant la participation des groupes et des individus les plus vulnérables ainsi que la responsabilité à l'égard de leurs droits, et en réformant les institutions rurales par une approche de type Main dans la main.
- **IR3 Une agriculture durable et résistante au climat:** Les effets du changement climatique, associés à l'épuisement accéléré des ressources naturelles, continuent de s'accroître dans le contexte de la crise liée à la covid-19. Des systèmes agroalimentaires durables peuvent être un moteur de redressement socioéconomique, l'action devant continuer de se focaliser sur l'utilisation efficace des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité et l'amélioration des écosystèmes, le but étant de ne pas prendre de retard sur le programme de développement durable.

#### **Recommandations à l'intention de la Conférence régionale**

- Prendre acte des mesures prises jusqu'à présent par la FAO dans la région pour aider les Membres à faire face aux effets de la pandémie de covid-19, en particulier à ceux qui pèsent sur les systèmes agroalimentaires, la sécurité alimentaire, la nutrition ainsi que les dimensions socioculturelles, économiques et environnementales.
- Approuver les priorités ajustées proposées pour aider les Membres à se remettre des effets socioculturels, économiques et environnementaux de la pandémie tout en poursuivant le programme énoncé dans les documents de priorité régionale qui lui sont soumis.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:*

Secrétariat de la Conférence régionale  
[RLC-Conferencia@fao.org](mailto:RLC-Conferencia@fao.org)

## I. Introduction

1. Quelque six mois après le début de la pandémie de covid-19, le virus continue de se propager dans la région. Les effets de cette pandémie sur la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sont importants et posent des problèmes sans précédent à ses systèmes sanitaires et alimentaires et à ses économies déjà mises à rude épreuve.
2. Les institutions spécialisées prévoient la plus grave récession mondiale depuis la Seconde guerre mondiale. En septembre 2020, les estimations de la contraction économique régionale en 2020 vont de 9,1 pour cent pour la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)<sup>2</sup> à 9,4 pour cent pour le Fonds monétaire international (FMI)<sup>3</sup>, soit la plus forte baisse des régions en développement.
3. Par leurs effets combinés, la propagation mondiale de la covid-19, les mesures de prévention et de lutte ainsi que la récession mondiale perturbent le fonctionnement des systèmes alimentaires et exposent leurs vulnérabilités. Étant donné l'hétérogénéité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, l'effet sur les systèmes alimentaires se ressentira différemment dans la région.
4. La propagation du virus et son impact ont été exacerbés par les inégalités de classe, de race/ethnicité, d'âge et de genre<sup>4</sup>. L'impact sur les communautés autochtones est particulièrement préoccupant, car elles constituent déjà un groupe vulnérable dans la région en raison de la pauvreté, du manque d'accès aux services de santé et de fragilités immunitaires spécifiques<sup>5</sup>.
5. La pandémie de covid-19 touche fortement la région des Caraïbes, dont les pays devraient mettre du temps à se relever. Ces pays sont très dépendants du secteur des voyages et du tourisme, qui est l'un des plus touchés, ce qui se traduit par une importante réduction des revenus des ménages et de l'emploi. Une intensification de l'activité des ouragans en 2020 pourrait produire d'autres effets dévastateurs sur certains pays de la région. En outre, du fait de la forte dépendance à l'égard des importations, toute perturbation des filières alimentaires peut affecter les prix des aliments et compromettre leur disponibilité, ce qui accroît le risque d'insécurité alimentaire.
6. Les systèmes agricoles et alimentaires d'Amérique centrale sont étroitement liés à ceux des États-Unis, qui constituent le principal marché pour leurs exportations agricoles et la principale source de céréales, dont la sous-région est importatrice nette. Toute perturbation de la filière alimentaire avec les États-Unis aurait un impact direct sur la sécurité alimentaire de la sous-région. En outre, les ménages du couloir sec d'Amérique centrale et de certaines parties du Mexique dépendant fortement des envois de fonds, une réduction de ces derniers aura un impact majeur, accroissant la pauvreté et la faim.
7. L'agriculture des pays du Cône Sud de l'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay) étant très dépendante des marchés d'exportation, toute baisse de la demande affectera leurs économies. Les pays andins sont également vulnérables aux perturbations de la chaîne alimentaire, leur géographie accidentée limitant leur connectivité. Ils comptent également une grande proportion d'agriculteurs familiaux plus vulnérables à la pauvreté et à la sous-alimentation en cas de crise économique.
8. La crise actuelle survient à un moment où l'insécurité alimentaire augmentait déjà dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le nombre de personnes sous-alimentées y a augmenté en 2019, pour la cinquième année consécutive, pour atteindre 47,7 millions. On estime que d'ici à 2030,

---

<sup>2</sup> <https://www.cepal.org/es/comunicados/contraccion-la-actividad-economica-la-region-se-profundiza-causa-la-pandemia-caera-91>

<sup>3</sup> <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUupdateJune2020>

<sup>4</sup> <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/09/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19>

<sup>5</sup> <https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/blog/2020/impacto-y-situacion-de-la-poblacion-indigena-latinoamericana-ant.html>

le nombre de personnes sous-alimentées pourrait y atteindre 66,9 millions, ce qui mettrait la région hors d'état de réaliser l'ODD 2 (Faim Zéro). L'insécurité alimentaire modérée ou grave est passée de 22,9 pour cent de la population de la région en 2014 à 31,7 pour cent en 2019, pour atteindre un total de 205,3 millions de personnes<sup>6</sup>. En outre, en un an seulement, le nombre de personnes vivant dans des pays en proie à une crise alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC<sup>7</sup>) est également passé de 4,2 millions de personnes en 2019 à un chiffre alarmant de 18,5 millions en 2020<sup>8</sup>. La CEPALC a estimé que le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes pourrait atteindre 230,9 millions en 2020, soit une augmentation de 45,4 millions. La population vivant dans l'extrême pauvreté devrait également y augmenter d'environ 28,5 millions de personnes, pour atteindre un total de 96,2 millions, soit le niveau le plus élevé depuis deux décennies<sup>9</sup>. Pour les zones rurales, cela signifie qu'environ 30 millions de personnes vivraient dans l'extrême pauvreté<sup>10</sup>.

9. Selon des estimations récentes, la pandémie et les baisses du RNB par habitant qui y sont associées, ainsi que les perturbations des systèmes alimentaires, pourraient entraîner une augmentation de 14,3 pour cent de la prévalence de l'émaciation modérée ou sévère chez les enfants de moins de cinq ans.

10. La pandémie a révélé les faiblesses des systèmes alimentaires, en particulier pour les populations les plus vulnérables et marginalisées de tous les pays. Ceux d'Amérique latine et des Caraïbes ont réagi assez rapidement pour maintenir ces systèmes en fonctionnement et éviter les perturbations, mais la reprise est encore loin d'être là et la FAO doit ajuster ses priorités par rapport à ce qui avait été proposé avant la pandémie, en fonction des réponses des pays.

## II. Réponse de la FAO à la covid-19

11. Outre le travail qu'elle a effectué dans le cadre de sa réponse globale à la pandémie, la FAO a mis en œuvre, en Amérique latine et dans les Caraïbes, plusieurs initiatives:

### A. Le Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19

12. Dans la région, la FAO a mis en œuvre son Programme mondial d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Ce programme lui permet de collaborer de manière cohérente avec ses partenaires ressources sur la base de priorités identifiées et de solutions fondées sur des éléments factuels, étayées par l'avantage comparatif que possède l'Organisation pour ce qui est de combattre les effets de la pandémie de covid-19.

13. Ce programme en sept réponses clés offre aux partenaires ressources les outils suivants:

- a) Un plan global d'intervention humanitaire: traiter les effets de la covid-19 et sauvegarder les moyens de subsistance dans les contextes de crise alimentaire
- b) Des données pour la prise de décision: garantir la qualité des données et des analyses pour un soutien efficace aux systèmes alimentaires et à la réalisation de l'ODD Faim zéro

<sup>6</sup> L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 (SOFI 2020)

<http://www.fao.org/3/ca9699fr/CA9699FR.pdf>

<sup>7</sup> Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) comporte, pour classer l'insécurité alimentaire, cinq phases (1= aucune/minimale; 2= stress; 3= crise; 4= urgence; 5= famine). Les phases 3 et suivantes sont considérées comme correspondant à des situations où les personnes ont besoin d'une aide alimentaire, nutritionnelle et de subsistance urgente.

<sup>8</sup> GRFC 2020 : [https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC\\_2020\\_ONLINE\\_200420.pdf](https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC_2020_ONLINE_200420.pdf)

<sup>9</sup> [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45782/1/S2000471\\_es.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45782/1/S2000471_es.pdf)

<sup>10</sup> [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45726/1/S2000392\\_en.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45726/1/S2000392_en.pdf)

- c) Inclusion économique et protection sociale pour réduire la pauvreté: réponses à la covid-19 en faveur des pauvres pour un redressement économique inclusif après la pandémie
- d) Commerce et normes de sécurité sanitaire des aliments: faciliter et intensifier le commerce des denrées alimentaires et des produits agricoles pendant la pandémie de covid-19 et au-delà
- e) Renforcer la résilience des petits exploitants à des fins de redressement: protéger les plus vulnérables, promouvoir le redressement économique et renforcer les capacités de gestion des risques
- f) Prévenir la prochaine pandémie de zoonose: renforcer et étendre l'approche «Une seule santé» pour éviter les pandémies d'origine animale
- g) Transformation des systèmes alimentaires: reconstruire en mieux pendant l'intervention et le redressement

## **B. Dialogues sur les politiques**

14. Afin de faire face aux importantes perturbations des filières alimentaires, du commerce, de la disponibilité et de l'accessibilité des aliments, et de partager les meilleures pratiques d'intervention et de collaboration entre les pays, la FAO a facilité une série de dialogues politiques de haut niveau avec tous les gouvernements de la région, sur la base d'une approche commune avec d'autres institutions.

- Déclaration ministérielle: le 3 avril 2020, les ministres et secrétaires de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'alimentation et du développement rural de 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont signé la déclaration «Covid-19 et risques pour les filières alimentaires», facilitée par la FAO, par laquelle ils sont convenus de tenir le public informé des mesures qu'ils ont prises et continuent de prendre pour garantir la fourniture d'aliments suffisants, sûrs et nutritifs aux 620 millions de consommateurs de la région.
- Réunions hémisphériques des ministres et secrétaires d'État à l'agriculture: les ministres et secrétaires de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, de l'alimentation et du développement rural de 34 pays des Amériques se sont réunis en avril et juillet 2020 pour coordonner les actions à mener pour garantir la sécurité alimentaire contre la pandémie. Cette initiative était sans précédent, tout comme le degré de collaboration instauré entre la FAO et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) à l'appui du dialogue des ministres sous la direction des Membres. Les ministres ont souligné l'importance: i) de renforcer la production des produits de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'aquaculture; ii) de mettre en œuvre des mesures sanitaires et des procédures d'analyse des risques pour évaluer, gérer et communiquer les risques lorsque cela est nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes, des animaux et des cultures, sans créer de restrictions ou d'obstacles au commerce international et à la circulation des aliments; iii) de s'engager à améliorer la transparence et la prévisibilité lors de l'adoption de nouvelles mesures et de nouveaux protocoles sanitaires nationaux; et iv) de maintenir le bon fonctionnement des marchés nationaux et internationaux ainsi que des chaînes d'approvisionnement par l'échange en temps opportun d'informations sur les disponibilités alimentaires, la demande et les prix. Un groupe de travail composé de ministres représentant cinq sous-régions (Amérique du Nord, Amérique centrale, Communauté des Caraïbes [CARICOM], Andes et Cône Sud) a été créé, la FAO et l'IICA en assurant le secrétariat.

- Présentation au Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC): en mai 2020, la FAO a présenté au GRULAC la réponse apportée à la covid-19 pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ont notamment été présentés la répartition et la coordination des flux d'informations, la production d'éléments factuels, les domaines de demande prioritaires et les mécanismes d'intervention des bureaux de la FAO aux niveaux national et régional.

### **C. Outils d'aide à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles**

15. Rapport d'analyse d'impact pour la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC): la FAO a conçu une analyse d'impact qui doit aider à identifier les instruments efficaces pour ce qui est d'assurer la viabilité des systèmes alimentaires et de sécurité alimentaire dans le cadre de la covid-19 dans les pays de la CELAC. Ce rapport souligne que le principal défi, à court terme, est de garantir l'accès à la nourriture, en particulier pour ceux qui ont perdu leur source de revenus. Il recommande également que le CELAC réactive son Plan pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim (Plan SAN CELAC) en l'adaptant au nouveau contexte de la covid-19, et de renforcer les accords propres à stimuler le commerce alimentaire entre les pays de la CELAC.

16. Bulletin d'information régional et série de webinaires sur la covid-19: la FAO a lancé un bulletin hebdomadaire qui fournit aux décideurs publics et privés et aux membres de la société civile des informations, des outils et des ressources utiles pour appuyer la conception et la mise en œuvre d'actions contre les effets de la pandémie en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce bulletin est établi en collaboration avec la CEPALC. De même, une série de webinaires hebdomadaires permet aux pouvoirs publics, au secteur privé et à la société civile d'examiner les questions liées aux systèmes alimentaires et à la covid-19. Le bulletin est distribué à 12 000 lecteurs et les webinaires avaient réuni plus de 75 000 participants à la fin du mois de juillet 2020.

17. Rapport CEPALC-FAO: il a été publié un rapport conjoint intitulé «Empêcher la crise liée à la covid-19 de devenir une crise alimentaire: mesures urgentes contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes». Ce rapport propose dix mesures qui doivent permettre: a) que tous les ménages, en particulier ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté et dans une grave insécurité alimentaire, aient accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante; b) que toutes les entreprises et tous les acteurs du système alimentaire puissent travailler sans interruption; et c) que les pays disposent de suffisamment de nourriture pour garantir l'approvisionnement à des prix raisonnables.

18. Micro-analyses: de brèves analyses de données ont été publiées chaque semaine sur les effets de la pandémie en Amérique latine et des Caraïbes. Elles ont permis d'obtenir des informations sur des questions telles que le commerce intrarégional et international, l'impact sur la pauvreté rurale et l'inflation alimentaire, entre autres.

19. DataLab: outil en libre accès qui organise et analyse les informations quotidiennes sur l'impact de la pandémie de covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture, les chaînes de valeur, les prix des aliments, la sécurité alimentaire et les mesures prises. Son but ultime est de fournir aux pays les informations et données dont ils ont besoin pour prendre des décisions. Un système régional d'alerte basé sur l'application Twitter a été créé pour suivre les perturbations en temps réel.

### **D. Appui aux interventions des pays**

20. Évaluations rapides: la FAO aide les gouvernements de la région à réaliser, en ce qui concerne l'impact de la covid-19 sur les moyens d'existence des populations rurales, des évaluations rapides qui peuvent aider à prendre des décisions et à produire des politiques appropriées pour préserver la sécurité alimentaire et la nutrition. L'objectif est que les gouvernements disposent d'instruments qui leur permettent de rétablir ou d'adapter les systèmes alimentaires suite à des perturbations des chaînes d'approvisionnement, de production, de marché et de consommation en mettant l'accent sur la résilience à des risques multiples et en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables,

aux petits producteurs et aux microentreprises rurales. Il existe deux types d'évaluation rapide: la collecte de données primaires (évaluation de l'impact sur les moyens de subsistance agricoles) et l'analyse de données secondaires (évaluation de l'impact socioéconomique sur le système alimentaire).

21. Équipe d'experts de haut niveau: une équipe spéciale «covid-19» composée d'anciens ministres de l'agriculture et d'anciens hauts fonctionnaires (retraités) de la FAO a été mise en place pour accroître la capacité d'intervention de l'Organisation à l'appui de 15 pays Membres que sont le Belize, la République dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou et les six petits États insulaires en développement (PEID) membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines). L'équipe aide à formuler, pour l'après-covid-19, des propositions concrètes de redressement qui peuvent être soumises aux institutions financières pour un éventuel appui à l'investissement.

22. Exemples d'intervention au niveau des pays: la FAO a rapidement répondu aux besoins des pays face à la covid-19 pour garantir le fonctionnement des systèmes alimentaires et éviter une crise dans ce domaine. Des exemples d'appui fournis à 25 pays sont présentés à l'annexe 1.

#### **E. Une approche coordonnée entre les institutions**

23. En avril 2020, la FAO a facilité la tenue, en Amérique latine et dans les Caraïbes, d'une réunion de différentes institutions des Nations Unies destinée à coordonner les activités pour mieux aider les gouvernements des pays de la région à sécuriser les systèmes agroalimentaires et à maintenir l'agriculture et le commerce alimentaire pendant la pandémie de covid-19. Au total, 13 organisations internationales sont convenues de promouvoir une approche collaborative et coordonnée: Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments, Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes, CARICOM, CEPALC, Banque interaméricaine de développement (BID), Fonds international de développement agricole (FIDA), Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux, Organisation panaméricaine de la santé (OPS), Organisation mondiale de la santé animale (OIE), Programme alimentaire mondial (PAM), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et FAO.

### **III. Ajustements apportés au Programme régional de la FAO à l'appui d'une intervention et d'un redressement dans le contexte de la covid-19. Reconstruire en mieux.**

24. L'intervention de la FAO vise deux objectifs:
- a) Empêcher que la crise sanitaire ne se transforme en crise alimentaire<sup>11</sup>
  - b) Faciliter et appuyer le redressement par des stratégies, des politiques, des programmes et des investissements transformateurs

Les priorités programmatiques sont présentées dans les sections qui suivent.

#### **A. Transformer les systèmes alimentaires pour offrir à tous une alimentation saine**

25. Il est essentiel de maintenir un fonctionnement efficace des systèmes alimentaires et de remédier aux lacunes révélées par la crise. L'agriculture et les systèmes alimentaires contribueront

---

<sup>11</sup> <http://www.fao.org/americas/noticias/ver/en/c/1287949/>

grandement au redressement, notamment en garantissant la disponibilité et l'accessibilité des aliments, en créant des emplois et en stimulant l'activité économique par le biais des exportations.

26. L'accessibilité économique d'une alimentation saine peut tout particulièrement aider à combattre les effets de la pandémie dans le contexte de l'épidémie croissante de surpoids et d'obésité dans la région. Selon le SOFI 2020<sup>12</sup>, 26,5 pour cent des 104 millions d'habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes ne peuvent se permettre une alimentation saine en raison de son coût élevé, et la covid-19 ne fera qu'aggraver la situation. Cela n'affecte pas seulement la faim (prévalence de la sous-alimentation/échelle FIES), mais aussi les niveaux plus élevés de surpoids et d'obésité, les gens optant pour des aliments moins chers et moins nutritifs.

27. La covid-19 est unique en ce sens qu'elle produit un double choc à la fois sur l'offre et la demande. Du côté de l'offre, les avis divergent largement quant à la durée des chocs, à leur impact sur les marchés internationaux et nationaux, et aux mesures correctives qui pourraient le mieux atténuer cet impact. Du côté de la demande, on s'accorde généralement à dire que la demande et les échanges agricoles vont ralentir du fait de la contraction de l'activité économique et de la hausse du chômage<sup>13</sup>. Il apparaît également que les mesures de confinement (fermetures et restrictions de mouvements) pourraient modifier les habitudes alimentaires et exacerber les comportements néfastes pour la santé<sup>14</sup>. Continuer à investir dans la transformation des systèmes alimentaires pour répondre aux besoins alimentaires selon les modes de consommation locaux d'une population croissante tout en prenant soin de protéger la santé humaine et la planète et de ne laisser personne de côté non seulement représente une occasion, pour l'agriculture, la pêche et la sylviculture, de s'orienter vers de nouvelles formes de production durable, mais est également essentiel pour se relever de la crise liée à la covid-19.

28. À cette fin, la FAO privilégiera, dans la région, les actions suivantes:

- Promouvoir le commerce alimentaire: en 2018, les exportations alimentaires de la région représentaient 24 pour cent du total des biens exportés, soit 283 214 millions d'USD, ce qui représente 5 pour cent du PIB régional et génère des millions d'emplois. Les ministres ont souligné le besoin urgent a) d'améliorer l'information et la communication pour éviter les mesures unilatérales; b) d'harmoniser les normes de biosécurité et les mesures sanitaires et phytosanitaires; et c) d'accorder une plus grande attention aux possibilités commerciales intrarégionales.
- Créer de nouvelles possibilités d'emploi en améliorant l'infrastructure, la sécurité et la numérisation des marchés alimentaires et de gros afin de faciliter l'accès physique et économique des consommateurs à des aliments sains.
- Suivre la sécurité alimentaire et la nutrition en mettant l'accent à la fois sur la faim et sur la qualité de l'alimentation (en raison du pouvoir d'achat plus faible des ménages).
- Renforcer la capacité à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la qualité nutritionnelle dans l'ensemble des systèmes alimentaires, repenser et développer les infrastructures, réglementations et technologies de sécurité sanitaire des aliments, y compris la santé publique générale et les causes de pandémie, et promouvoir des approches qui tiennent compte de la nutrition tout au long des filières, de la production à la consommation.

<sup>12</sup> L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 (SOFI 2020) <http://www.fao.org/3/ca9699fr/CA9699FR.pdf>

<sup>13</sup> SOFI 2020 <http://www.fao.org/3/ca9699fr/CA9699FR.pdf>

<sup>14</sup> Covid-19 Confinement and Changes of Adolescent's Dietary Trends in Italy, Spain, Chile, Colombia and Brazil <https://www.mdpi.com/2072-6643/12/6/1807>; Changes of Physical Activity and Ultra-Processed Food Consumption in Adolescents from Different Countries during Covid-19 Pandemic: An Observational Study <https://www.mdpi.com/2072-6643/12/8/2289>



- Approche «Une seule santé»: créer des alliances avec les services de santé animale et végétale, de santé publique et de développement rural pour promouvoir la santé et la sécurité sanitaire dans la production d'aliments, y compris en appuyant les agriculteurs familiaux, les femmes, les jeunes et les populations autochtones, et en facilitant leur accès aux marchés officiels tout en protégeant la santé des personnes et en sauvegardant le patrimoine agricole local et en prévenant d'autres maladies d'origine alimentaire.

## **B. Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives**

29. En raison d'un manque d'infrastructures, de services et de protection sociale, les zones rurales sont moins bien préparées pour faire face aux effets socioéconomiques de la crise. En peu de temps, la région risque de perdre le bénéfice des progrès accomplis en deux décennies dans la réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté rurales<sup>15</sup>. La FAO propose d'appuyer le redressement, en particulier pour les personnes les plus vulnérables, par les moyens suivants:

- Programmes de développement territorial ciblés et investissements en faveur de 15,1 millions de personnes vivant dans 89 territoires ruraux caractérisés par des niveaux très élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire.
- Investissements agricoles intégrant les infrastructures et les services pour stimuler la production alimentaire de 16 millions de petits exploitants familiaux et de 2 millions de pêcheurs artisanaux. Cela comprend des programmes destinés à garantir l'apport de liquidités suffisantes, l'accès aux technologies et l'accès aux marchés. L'un des principaux objectifs est de promouvoir la numérisation des petits producteurs.
- Dans la région, un ménage rural sur quatre vivant dans l'extrême pauvreté n'a pas accès à une protection sociale non contributive. Si l'on considère la population rurale totale, un ménage rural sur trois n'a pas de protection sociale. La FAO travaillera avec les gouvernements pour appuyer la mise en place de systèmes de protection sociale réactifs aux chocs et adaptables pour répondre aux besoins immédiats de la population rurale en encourageant, d'une part, la consolidation et l'expansion des niveaux actuels de couverture pour prévenir l'augmentation de la pauvreté rurale et, d'autre part, l'intégration de la protection sociale dans un ensemble plus large d'objectifs de développement tels que la résilience des moyens de subsistance dans les zones rurales.
- En Amérique latine et dans les Caraïbes, 86,2 pour cent des travailleurs ruraux opèrent dans des secteurs à faible productivité, avec des niveaux d'informalité et de vulnérabilité plus élevés. Pendant le premier mois de la pandémie, on estime que les travailleurs informels, parmi lesquels les femmes prédominent, ont perdu en moyenne 81 pour cent de leurs revenus en Amérique latine<sup>16</sup>. La FAO travaillera avec les gouvernements pour réduire l'informalité de l'emploi rural dans la région en versant des contributions de contrepartie subventionnées pour l'accès à la santé et à l'assurance chômage et la mise en œuvre de normes et de pratiques d'emploi décent.

## **C. Une agriculture durable et résistante au climat**

30. Les effets du changement climatique, associés à l'épuisement des ressources naturelles, continuent de s'accroître dans le contexte de la crise liée à la covid-19. L'agriculture sera un moteur du redressement économique, l'action devant continuer de se focaliser sur l'utilisation efficace des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité et l'amélioration des écosystèmes, le but étant

<sup>15</sup> [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45726/1/S2000392\\_en.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45726/1/S2000392_en.pdf)

<sup>16</sup> <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>

de ne pas prendre de retard sur le programme de développement durable. Le redressement ne doit pas se faire au détriment de l'environnement.

31. Une relance verte pourrait permettre de s'attaquer à des objectifs socioéconomiques interdépendants, y compris le développement économique et la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, la décarbonisation et l'amélioration de la santé publique. Cela montre également que l'on se préoccupe davantage de redressement que de sauvetage, les investissements dans l'industrialisation verte pour le développement pouvant être le moyen, pour les pays d'Amérique latine, de se relever maintenant, leur évitant d'avoir à être «sauvés» plus tard. Une relance verte fondée sur une agriculture durable et résistante permettrait également de positionner la région par rapport aux propositions de «Nouvelle donne verte» des pays en développement, aidant à adapter les accords commerciaux aux normes de durabilité. En maintenant le statu quo, on va accroître les effets du changement climatique et, partant, la vulnérabilité de ceux qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance.

32. L'approche «Une seule santé» permet de prévenir et d'atténuer les menaces sanitaires à l'interface entre l'animal, l'homme, les plantes et l'environnement:

- Des écosystèmes diversifiés et sains peuvent servir de tampons et ralentir l'activation et la propagation des zoonoses. Cette approche met l'accent sur l'utilisation durable de la biodiversité, réduisant la pression sur les écosystèmes naturels.
- La FAO travaille actuellement à la création d'une plateforme régionale «Une seule santé», le but étant d'élaborer des programmes phytosanitaires et zoonosanitaires holistiques et coordonnés, y compris dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture.

33. Promouvoir des technologies écologiques et de lutte contre le changement climatique ainsi que des solutions basées sur la nature qui facilitent la création d'emplois et le redressement économique:

- La réalisation de l'Accord de Paris doit rester au centre des politiques de relance pour l'après-covid-19 si l'on veut atteindre les objectifs économiques et climatiques. Investir dans l'agriculture durable, régénérer les écosystèmes ou intensifier l'investissement dans les énergies propres dans les zones rurales: tout cela stimule le redressement économique et est source de nouveaux emplois verts<sup>17</sup>.
- Les mesures d'adaptation fondées sur la nature peuvent présenter des avantages connexes en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'augmentation des services écosystémiques et de promotion d'alternatives de développement durable, ainsi que de création d'emplois et de relance économique. Investir dans la restauration de la nature peut donner des résultats rapides, les exigences de formation des travailleurs étant faibles et la plupart des aspects du travail répondant aux normes de distanciation sociale<sup>18</sup>. Le soutien à la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) s'est montré efficace pour non seulement combattre le changement climatique, mais aussi appuyer la création d'emplois et la restauration des moyens de subsistance<sup>19</sup>.
- L'expérience de la FAO en matière d'approches participatives des écosystèmes forestiers et marins et de surveillance et de gestion des pêches éclairera les décisions prises pour lier les activités de restauration à des avantages socioéconomiques.

<sup>17</sup> Oxford Smith School of Enterprise and the Environment (2020) Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/wpapers/workingpaper20-02.pdf>

<sup>18</sup> Oxford Smith School of Enterprise and the Environment (2020) Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/wpapers/workingpaper20-02.pdf>

<sup>19</sup> Institute for Environment and Development (2015) REDD+ for profit or for good? Review of private sector and NGO experience in REDD+ projects [https://reddplusbusiness.com/wp-content/uploads/2014/07/redd\\_for\\_profit\\_or\\_for\\_good.pdf](https://reddplusbusiness.com/wp-content/uploads/2014/07/redd_for_profit_or_for_good.pdf)

34. Investir dans des actions précoces pour atténuer l'impact des menaces et des crises:
- La présente crise sanitaire a mis en évidence la nécessité cruciale d'accroître la résilience des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance qui en dépendent face à de multiples risques interconnectés qui s'aggravent mutuellement (y compris les pandémies, le changement climatique et les événements extrêmes, les parasites des plantes et les maladies animales, ainsi que les crises socioéconomiques). Il faut promouvoir des mesures de gestion intégrée de risques multiples pour mieux reconstruire les systèmes agricoles et alimentaires. Il s'agit notamment d'agir avant qu'une crise ne dégénère en urgence.
35. Aider les pays à accéder aux financements pour l'environnement et le climat:
- Les pays de la région vont connaître, dans les années à venir, de sévères restrictions budgétaires qui pourraient entraver leur capacité à maintenir la dynamique de l'action menée en faveur du climat et de l'environnement pour respecter les engagements environnementaux et les objectifs de développement durable (ODD). Il sera plus que jamais nécessaire de mobiliser des financements verts auprès de sources publiques et privées. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la FAO intensifiera ses activités de financement et d'investissement verts, travaillant avec des donateurs multilatéraux et bilatéraux, des institutions financières internationales (IFI) et des investisseurs privés. Elle fournira également, en ce qui concerne l'action environnementale et climatique, des données et des analyses qui aideront les ministres de l'agriculture à dialoguer avec leurs homologues des ministères des finances, ainsi qu'avec les IFI et le secteur privé.

#### **D. Innovation et agriculture numérique**

36. L'innovation et la numérisation sont essentielles pour combattre efficacement la crise liée à la covid-19. Les pays qui disposent de meilleurs services numériques sont mieux placés pour mettre en œuvre un programme d'intervention et de redressement<sup>20</sup>. La numérisation de l'alimentation et de l'agriculture a progressé à grande vitesse pendant la crise, et cette dynamique doit être soutenue et maintenue. L'avenir des systèmes agroalimentaires dépendra, dans une large mesure, de la manière dont les acteurs agricoles tireront profit de la transformation numérique pour améliorer l'intégration, l'efficacité et les effets sur l'environnement<sup>21</sup>.

37. Pendant la crise liée à la covid-19, la FAO a élaboré, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, un cadre d'action pour l'innovation et la numérisation (2020-2024) qui comprend deux objectifs principaux: i) définir et concevoir des innovations techniques et institutionnelles de fond à incorporer dans les interventions régionales de la FAO; et ii) développer une vision commune de l'innovation agricole avec des partenaires clés en renforçant la capacité de l'Organisation à appuyer efficacement ses Membres.

#### **E. Améliorer la capacité de la FAO à servir ses Membres en Amérique latine et dans les Caraïbes**

38. La crise liée à la covid-19 a montré qu'il fallait que la FAO soit encore plus réactive aux priorités des gouvernements, tout en maintenant sa capacité à promouvoir et à appuyer de nouvelles opportunités. Pour y parvenir, l'Organisation:

- Accélérera son passage d'une approche essentiellement fondée sur des projets uniques à une approche programmatique englobant des politiques, des investissements et un travail

<sup>20</sup> [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45360/4/OportDigitalizaCovid-19\\_es.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45360/4/OportDigitalizaCovid-19_es.pdf)

<sup>21</sup> <http://www.fao.org/3/ca9508en/CA9508EN.pdf>

normatif, ainsi qu'une assistance technique opérationnelle. Cela permettra d'améliorer l'efficacité, la qualité et l'impact. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la FAO a fait, en 2019-2020, d'importants progrès, transition qu'elle accélérera encore. L'approche programmatique sera centrée sur les Initiatives régionales, instrument éprouvé et efficace de hiérarchisation du travail de la FAO, et sur une plateforme de partenariat destinée à encourager la collaboration entre les programmes stratégiques et les domaines techniques.

- Poursuivra l'évolution vers une structure plus modulaire et plus agile dans la région. Il en résultera une efficacité, une transparence, une responsabilité et une réactivité accrues aux besoins et priorités des Membres.
- Intensifiera la mobilisation de ressources, axant davantage les investissements sur le redressement d'après-covid-19. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la FAO s'est engagée à atteindre son objectif de 415 millions d'USD mobilisés en 2020-2021, plus une réserve de 600 millions d'USD d'ici à la fin de 2021. En coordination avec son Centre d'investissement, elle vise également à créer, dans la région, un mécanisme solide et efficace d'appui à l'investissement dans l'alimentation, l'agriculture et les zones rurales.
- Renforcera sa gouvernance. La crise actuelle a montré la nécessité de disposer, pour faciliter une communication et un dialogue réguliers et souples avec les ministres, de mécanismes non bureaucratiques, pilotés par les Membres et axés sur des besoins et des programmes pratiques et concrets, en complément des conférences régionales officielles. Il faudrait que ces mécanismes soient ouverts à la participation d'autres institutions, onusiennes ou non, afin de favoriser la collaboration et d'utiliser les meilleures capacités que chaque organisation peut offrir.

## ANNEXE 1

### **Exemples de l'appui que la FAO apporte aux pays dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19**

#### *La FAO en Amérique du Sud*

##### **Argentine**

En Argentine, le groupe d'institutions, de fonds et de programmes des Nations Unies, qui comprend la FAO, a produit une analyse préliminaire de l'impact socioéconomique et environnemental de la covid-19 dans le pays, dans laquelle il est préconisé de combattre les effets de la pandémie en lui apportant une riposte pluridimensionnelle et coordonnée.

L'analyse dresse une estimation des effets que la crise de la covid-19 peut avoir sur les droits de l'homme, la situation socioéconomique et la sécurité alimentaire, et propose un plan d'interventions coordonnées face à cette situation complexe. Les modalités de redressement qui privilégient le développement durable et la protection des droits de l'homme, en particulier chez les populations vulnérables dont les moyens d'existence ont été les plus gravement atteints par la pandémie, seront déterminantes. Dans ce scénario, le système alimentaire et ses implications occupent une position stratégique pour atteindre ce but.

##### **Bolivie (État plurinational de)**

L'éventail de l'aide que dispense la FAO dans l'État plurinational de Bolivie va de l'apport de secours d'urgence à la planification du redressement du secteur agricole, en s'attachant au caractère durable de la reconstruction. Une analyse de la production agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été réalisée en collaboration avec le Ministère du développement rural et des territoires afin d'accompagner la formulation du plan national de reconstruction du secteur agricole, assorti d'un plan spécifique pour les peuples autochtone en cours d'élaboration avec le Bureau du Vice-président qui vient appuyer des plans départementaux localisés.

Des partenariats stratégiques, programmatiques et opérationnels ont été mis sur pied avec diverses parties prenantes, notamment l'Association bolivienne des organisations de producteurs écologiques (AOPEB), le FIDA et l'IICA, et des ressources supplémentaires ont été sollicitées du Canada, du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), de l'Italie, de la Suède et de la Banque mondiale, qui sont les catalyseurs de l'utilisation des ressources des programmes de coopération technique appuyant les interventions d'urgence dans la pandémie de covid-19.

Une assistance est aussi fournie aux populations vulnérables et aux centres urbains sous forme d'aide alimentaire d'urgence, de promotion de l'agriculture familiale sur les marchés itinérants et de distributions de nourriture à domicile.

##### **Colombie**

Trois semaines après l'annonce du confinement, la FAO de Colombie a mis au point un outil de collecte d'informations primaires en provenance de l'ensemble du système alimentaire qui permet de déterminer l'état de l'approvisionnement alimentaire; il s'agit de données émanant de producteurs, de commerçants, de détaillants et de transporteurs de 340 municipalités de 20 départements. Les résultats ont rapidement mis en évidence un certain nombre de problèmes: difficultés du transport des récoltes, hausse des prix des denrées agricoles et fermeture de marchés établis de longue date (tourisme, restaurants, hôtels), en particulier dans les régions reculées. La FAO a donc soutenu plusieurs initiatives municipales de protection sociale et de mise en place de circuits d'approvisionnement

courts, qui ouvrent de nouveaux créneaux de commercialisation et accompagnent les populations les plus vulnérables. La FAO a également promu des stratégies de communication visant à réduire le risque de propagation de la covid-19, par le biais d'émissions de radio qui couvrent le pays jusque dans ses zones rurales reculées. La FAO a aussi prêté son appui à des campagnes de diversification agroécologique; elle a renforcé ses plateformes d'instruction en ligne, notamment par des téléconférences qui aident à l'échange d'expériences chez les groupes ethniques du pays, s'agissant de leur gestion de la covid-19, en accord avec leur vision du monde et leurs traditions; enfin, la FAO a prêté son appui à la production vivrière de familles vivant dans la précarité .

### **Équateur**

Le bureau de la FAO en Équateur a ordonné ses interventions selon trois grandes priorités: i) Évaluation de l'impact de la covid-19 sur les moyens d'existence, la production agricole et la sécurité alimentaire, effectuée en coordination avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et le Ministère de la production, du commerce extérieur, des investissements et de la pêche, impliquant les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche artisanale, par le biais d'au moins 3 500 enquêtes qui ont été menées à l'échelle nationale et à distance en ciblant les agents de vulgarisation agricole et les ménages. Cette évaluation est destinée à se constituer en dispositif de surveillance des facteurs de risque nés de la crise sanitaire de la covid-19, en produisant des informations particulièrement précieuses pour la détermination des effets de cette crise et la conception d'interventions appropriées. Les analyses issues de l'évaluation faciliteront le renforcement des instruments de politiques publiques adaptés à une reprise rapide du secteur, contribueront à la mobilisation de ressources et aideront à nouer des partenariats de coopération technique et financière avec d'autres donateurs internationaux; ii) application de mesures d'atténuation d'impact, ouverture rapide des services ruraux et accueil économique des agriculteurs familiaux; mesures en faveur de l'innovation et du caractère inclusif et résilient des chaînes d'approvisionnement, en facilitant l'accès direct des agriculteurs familiaux aux marchés; et aide au renforcement du modèle d'attribution de repas scolaires dans le contexte pandémique; et iii) contribution aux instruments de planification des interventions que sont le Plan d'intervention humanitaire et le Plan d'intervention socioéconomique de l'ONU. Au plan sectoriel, a été élaborée une proposition de plan de relance de l'agriculture 2020-2021, dans le cadre de l'initiative Main dans la main en Équateur.

### **Paraguay**

Le Paraguay a lancé son plan de relance Covid-19 par un investissement de 2 513 millions de dollars. Ce plan comprend un programme d'accès au marché pour les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones, ainsi que la capitalisation du Fonds pour l'élevage et du Crédit d'habilitation agricole. Afin d'articuler ces initiatives au profit de 100 000 agriculteurs familiaux, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a conçu un programme national de développement économique et social en faveur de l'agriculture familiale (2020-2025). La FAO a mis sa coopération technique au service de la conception, l'analyse et les estimations financières des investissements. La FAO a également collaboré avec ce ministère à la conception et la mise en œuvre de plans de développement et d'investissement pour l'après covid-19 dans 15 communautés autochtones; à une évaluation socioéconomique de l'impact de la covid-19; à l'instauration de protocoles sanitaires pour les marchés alimentaires; au renforcement des agents de vulgarisation pour la production horticole et à la régulation des importations.

### **Venezuela (République bolivarienne du)**

La FAO épaula la production agricole pendant la principale saison de croissance afin de garantir la disponibilité de la nourriture et son accessibilité à compter de septembre 2020, par le biais de distributions d'urgence d'intrants (semences à cycle court, biofertilisants, céréales et légumineuses) à près de 2 000 agriculteurs. Elle fournit également un soutien technique à quelque 500 ménages dans la région de Lara et Portuguesa, qui vivent principalement de l'élevage, et opère des distributions d'urgence d'aliments pour animaux. La FAO s'emploie avec les producteurs à fournir des paniers alimentaires de légumineuses, légumes et céréales à 6 500 familles avec enfants dans le cadre du Programme d'alimentation scolaire (PAE) dans les régions de Miranda, Falcón et Lara-et-Portuguesa. La FAO a contribué à l'élaboration du Plan d'intervention socioéconomique de l'équipe de pays des Nations Unies. Compte tenu de l'évolution de la pandémie, les interventions de la FAO seront adaptées pour fournir son appui à l'octroi sans conditions d'aides en espèces et de bons alimentaires ainsi qu'à des dons de paniers de produits alimentaires frais (de production locale) aux migrants dans les centres de quarantaine.

### ***La FAO en Amérique centrale***

#### **République dominicaine**

La FAO, en coordination avec le Ministère de l'agriculture, l'Office dominicain de l'agroalimentaire (JAD), la BID et la Fondation Propagas, a élaboré un projet de protection des familles d'agriculteurs conçu pour prévenir la propagation de la covid-19 dans les zones rurales. Cette initiative a été élaborée dans le cadre du projet *Mesoamérica sin Hambre* («Amérique centrale sans la faim»), financé par l'Agence mexicaine de coopération internationale au développement (AMEXCID). Elle consiste en l'achat et la livraison aux familles rurales de matériel d'hygiène et de protection contre la covid-19, ainsi qu'en une campagne d'éducation et de sensibilisation. Ces apports comprennent une vidéo produite et diffusée dans le cadre de la prévention de la maladie et la promotion de bonnes pratiques à l'intention des exploitations agricoles productives. Cette initiative a pour bénéficiaires directs un total de 3 500 femmes et hommes dans les provinces de Duarte, Espaillat, La Romana, La Vega, Monseñor Nouel, Puerto Plata, San Cristóbal, Sánchez Ramírez, Santiago et Monte Plata. La campagne de sensibilisation au numérique devrait toucher au moins 50 pour cent de tous les producteurs du pays.

#### **El Salvador**

La pandémie de covid-19 a entraîné une chute de l'activité économique, avec des pertes d'emplois dans les secteurs structurés et non structurés; cela a eu de fortes répercussions sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les moyens d'existence des familles urbaines et rurales, accentuant leur pauvreté et leur insécurité alimentaire. La FAO s'est donc employée, avec la Présidence, les différents ministères, les collectivités territoriales, la société civile, les organismes, les fonds et les programmes des Nations Unies et d'autres acteurs, à faire éclore des synergies dans la gestion des ressources financières pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et la nutrition. Les actions de terrain en matière de production de denrées alimentaires ont été réorientées vers les parcelles familiales et collectives et les jardins urbains, en améliorant leur disponibilité et en diversifiant les régimes alimentaires des familles. Le travail avec les autorités municipales a été renforcé par le biais de leurs unités d'agriculture et de sécurité alimentaire, le Centre national des technologies agricoles et forestières (CENTA), la société civile et la participation active des chefs de communauté à la promotion de modes de production qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition.

## **Haïti**

Selon le rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire publié en octobre 2019, quarante pour cent de la population haïtienne (4,10 millions de personnes), ont besoin d'une aide alimentaire urgente. Au regard de la propagation de la pandémie de covid-19 et des mesures préventives prises par le gouvernement haïtien, la FAO a fourni son appui au Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) dans la relance des activités agricoles nationales. En mai 2020, tout en sensibilisant les chefs de famille à la prévention de la propagation de la covid-19, la FAO a distribué 130 tonnes de céréales et de semences de légumineuses, ainsi que huit millions de boutures de patate douce et de manioc à 50 000 personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave et chronique. Ces intrants agricoles faciliteront l'ensemencement de 3 500 hectares et la production de 8 700 tonnes de produits alimentaires destinées à d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables.

## **Honduras**

La FAO a adapté la plupart de ses projets actuellement en cours en y ajoutant des mesures de lutte contre la crise provoquée par la covid-19. Les principales de ces mesures comprennent l'apport d'une coopération technique à l'appui de la mise en œuvre du Programme d'assurance de la souveraineté et de la sécurité alimentaires (PASSA). Ce programme vise à renforcer le système public d'innovation et de vulgarisation agricoles à destination de la petite agriculture, en facilitant la coordination entre les différents fournisseurs, tant publics que privés, et les organisations non gouvernementales (ONG). La FAO a aussi proposé la création d'un fonds fiduciaire unilatéral, pour le programme intégré de développement et de productivité du monde rural, réajusté en fonction des interventions d'urgence que motive la pandémie.

## **Mexique**

Sous la direction de la FAO, en collaboration avec la Banque mondiale, l'IICA et le FIDA, une assistance technique est dispensée au Secrétariat de l'agriculture et du développement rural (SADER) destinée à définir une stratégie de production et d'approvisionnement alimentaires dans le court terme et à contribuer au renforcement du secteur agricole et rural. Ce travail comporte les volets suivants: renforcement des systèmes d'information, de suivi et d'analyse; diagnostic rapide sur les filières agricoles prioritaires; renforcement du secteur agricole comme instrument de politique publique; renforcement de la stratégie mexicaine de sécurité alimentaire (SEGALMEX) et de la banque alimentaire dans le contexte pandémique, en assurant l'inclusion financière des producteurs de petites et moyennes capacités; et une évaluation des scénarios d'investissement public dans l'agriculture et l'agro-industrie en vue d'une reprise économique post-pandémique s'accompagnant d'une réduction de la pauvreté rurale.

Une analyse prospective sera effectuée sur les scénarios d'investissements publics productifs dans l'agriculture et les industries agroalimentaires mexicaines, en tenant compte des restrictions fiscales actuelles et futures et des effets des différents scénarios sur la croissance économique nationale et sectorielle, ainsi que sur l'emploi, la consommation, les revenus et la pauvreté, principalement dans le monde rural. Cette analyse explorera également les options de financement (réaffectation des dépenses publiques, recouvrement de l'impôt, dette intérieure et dette extérieure) des investissements publics productifs dans le secteur agroalimentaire.



## **Panama**

La Banque mondiale a accordé un prêt de 500 millions de dollars au gouvernement national en soutien à la mise en œuvre de divers programmes visant à amortir la crise socioéconomique causée par la covid-19. Conformément aux termes du prêt, la FAO a préparé une note de synthèse à l'intention de la Banque et du gouvernement sur l'affectation d'une part de ces ressources à l'instauration d'une réglementation et la mise en œuvre rapide du Registre d'immatriculation de l'agriculture familiale, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'agriculture familiale (loi 127, approuvée en novembre 2019 et élaborée avec l'assistance technique de la FAO). Il est prévu l'immatriculation de 100 000 agriculteurs familiaux dans les neuf prochains mois, destinée à faciliter la mise en œuvre de politiques et de programmes différenciés conçus pour assurer l'approvisionnement alimentaire national. La Banque mondiale et le gouvernement sont convenus que cette immatriculation doit permettre de définir des «itinéraires» de contributions supplémentaires de diverses politiques et programmes visant la réduction des inégalités sociales dans le Panama rural.

## ***La FAO dans les Caraïbes***

La FAO œuvre en collaboration avec le Secrétariat de la CARICOM, les États membres de l'OECD et les principales parties prenantes à l'évaluation de la menace et de l'impact de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition, afin de dispenser aux Membres des conseils fondés sur des éléments factuels et de permettre un soutien et une assistance ciblés dans le cadre des plans d'intervention et de redressement afférents à la covid-19.

## **Antigua-et-Barbuda**

Le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a reconnu l'impact socioéconomique dévastateur de la pandémie de covid-19 sur les moyens d'existence et l'emploi. Le Ministère antiguais de l'agriculture, de la pêche et des affaires barbudiennes prévoit de recentrer ses efforts visant à assurer la souveraineté et la sécurité alimentaires en améliorant la production agricole et l'approvisionnement des marchés locaux et d'exportation. L'appui de la FAO consiste à renforcer la capacité des communautés vulnérables à réagir aux effets des catastrophes naturelles, y compris l'impact du changement climatique. L'accent est mis en outre sur l'amélioration de la production et de la productivité des systèmes agroalimentaires prioritaires grâce au renforcement de la résilience et à l'introduction de nouvelles technologies intelligentes face au climat tout au long de la chaîne de valeur: collecte des eaux, énergies renouvelables, structures protégées et systèmes de culture hydroponique.

## **Bahamas**

De nombreux agriculteurs familiaux des Bahamas n'ont pas un accès adéquat à la technologie et aux connaissances qui leur permettraient de développer des entreprises économiques pour les marchés alimentaires nationaux et régionaux tout en soutenant des moyens d'existence durables. En collaboration avec le Ministère de l'agriculture et des ressources marines, la FAO fournit une assistance technique en appui au développement de systèmes alimentaires inclusifs, durables et résilients en réaction à la pandémie de covid-19. L'accent est mis sur les groupes vulnérables que sont les jeunes, les agricultrices et les pêcheurs des Grandes Bahamas et des îles Abaco, particulièrement touchés par la faiblesse des revenus et l'insuffisance des débouchés professionnels. Les interventions relevant de l'initiative Main dans la main viseront les graves lacunes en matière de technologies, de connaissances, de compétences entrepreneuriales et organisationnelles et de services financiers utiles à la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de pratiques et de modèles pérennisables et intelligents face au climat.

### **Barbade**

Le taux de chômage est appelé à atteindre 40 pour cent à la Barbade sous l'effet de la pandémie de covid-19. En outre, face à une saison cyclonique d'intensité supérieure à la normale prévue en 2020, les pays des Caraïbes doivent mettre en place sans tarder les nécessaires dispositifs d'amortissement de l'impact pluridimensionnel de la covid-19. Le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a élaboré le plan de préparation et de réaction aux situations d'urgence destiné à préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale afin de garantir que la Barbade ait accès à des quantités suffisantes de produits alimentaires frais et nutritifs à un prix raisonnable pendant la crise, sachant que le pays couvre environ 80 pour cent de ses besoins alimentaires par des importations. La FAO prête son appui à des interventions consistant à adopter, optimiser et améliorer les systèmes de culture protectrices afin d'accroître la production et la productivité agricoles locales et d'améliorer ainsi les moyens d'existence des petits exploitants.

### **Belize**

Les catégories vulnérables que sont les jeunes et les femmes autochtones habitant les zones rurales du Belize sont touchées par le chômage de manière disproportionnée. La crise économique plus large qui se dessine sous l'effet de la pandémie de covid-19 ne fait qu'aggraver leur situation déjà précaire. En collaboration avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, et de l'immigration, la FAO apporte une assistance technique à l'instauration de systèmes alimentaires inclusifs, durables et résilients dans les zones rurales et périurbaines du district de Cayo, en réaction à la covid-19. De manière spécifique, la FAO appuiera les activités menées dans le cadre de l'initiative Main dans la main qui doivent mettre en œuvre un mécanisme intégré utilisant des services de pouponnières d'entreprises et des outils et approches technologiques pouvant répondre aux créneaux commerciaux qui s'ouvrent dans le système agroalimentaire, en prêtant une attention particulière aux possibilités de création de revenus et d'emplois chez les catégories les plus vulnérables.

### **Dominique**

Avec 90 pour cent des cultures de la Dominique endommagées ou détruites par l'ouragan Maria en 2017, la résilience du secteur agricole est devenue une priorité nationale intersectorielle. Pour soutenir le «Plan d'intervention face au coronavirus – production et disponibilité alimentaires» instauré par le Gouvernement dominicain, le Ministère de l'économie bleue et verte, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire nationale a conçu un plan d'actions destiné à se préparer aux changements anticipés dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, à les atténuer et à y réagir. En collaboration avec les autorités locales et les principales parties prenantes, la FAO s'attache à prêter son appui aux communautés vulnérables touchées par l'ouragan Maria, en renforçant leur capacité à réagir aux catastrophes potentielles que sont la covid-19 et les impacts du changement climatique. Le développement de la résilience des moyens d'existence connexes à l'agriculture et à la pêche se fera par la mise en œuvre de technologies intelligentes face au climat dans des systèmes agroalimentaires prioritaires.

### **Grenade**

La Grenade a le taux de pauvreté le plus élevé des Caraïbes orientales, où ceux-ci sont appelés à s'aggraver avec la pandémie de covid-19, sachant que le niveau de chômage devrait atteindre 48 pour cent sous les effets de la covid-19. En outre, face à une saison cyclonique d'intensité supérieure à la normale prévue en 2020, les pays des Caraïbes doivent mettre en place sans tarder les nécessaires dispositifs d'amortissement de l'impact pluridimensionnel de la covid-19. Le plan national grenadien d'intervention en matière de sécurité alimentaire et d'atténuation des effets de la covid-19 comporte

trois domaines d'intervention: 1) les jardins potagers, 2) l'aide à la main-d'œuvre agricole et 3) les technologies agricoles de protection. En collaboration avec les autorités locales, la FAO apporte une aide aux petits exploitants agricoles et aux pêcheurs, destinée à compenser leurs pertes de revenus dues à l'incapacité d'exporter, et améliore la capacité des producteurs à répondre à l'essor de la demande locale visant leurs produits.

### **Guyana**

Au Guyana, les personnes les plus touchées par les répercussions socioéconomiques de la covid-19 sont les personnes dépendantes du secteur informel, les ouvriers du bâtiment, les petites entreprises et les catégories vulnérables que constituent les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. En collaboration avec l'Équipe de pays de l'ONU, la FAO a prêté son appui à une révision du projet de plan national de redressement socioéconomique face à la covid-19, préparé par le gouvernement du Guyana, et a dirigé l'inclusion d'initiatives relatives aux systèmes alimentaires dans le plan d'intervention socioéconomique des Nations Unies pour le Guyana, en définissant les mesures clés devant soutenir la production agricole. Il s'agit notamment d'initiatives d'achats publics appelés à stimuler la production et à introduire des produits frais dans les colis alimentaires distribués aux ménages vulnérables. Grâce aux outils d'analyse rapide des risques de la FAO, le Ministère de l'agriculture a renforcé sa capacité d'assurer une détermination, une hiérarchisation et une surveillance systématiques des risques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et de repérer les lacunes nécessitant une intervention.

### **Jamaïque**

Par le truchement du Fonds des Nations Unies pour l'action face à la covid-19 et pour le relèvement, créé par le Secrétaire général de l'ONU, la Jamaïque travaille à des interventions spécifiques de réduction de l'impact social de la covid-19 et à la promotion de mesures économiques devant y faire face. Plus précisément, la FAO et l'UNICEF Jamaïque collaborent à la sauvegarde et la protection des plus vulnérables: Renforcer les mécanismes de protection sociale de la Jamaïque face aux crises, destinés à offrir un appui aux catégories vulnérables, y compris les enfants. La FAO s'attachera à soutenir les chaînes d'approvisionnement agricoles locales, en se tournant plus particulièrement vers les agricultrices et les chefs de famille, dont elle achètera les produits pour les inclure dans les colis d'aide sociale et alimentaire de secours distribués aux ménages vulnérables. Les interventions proposées renforceront les moyens d'existence des petits exploitants agricoles, réduiront le chômage, contribueront à la sécurité alimentaire et à la nutrition, diversifieront les chaînes d'approvisionnement et l'accès aux marchés, et stimuleront les activités économiques pour relancer les économies rurales.

### **Saint-Kitts-et-Nevis**

Le Gouvernement kittitien et névicien a annoncé un plan de relance covid-19 de plusieurs millions de dollars, dont une enveloppe de 10 millions de dollars des Caraïbes orientales (XCD) destinée à stimuler la production agricole et assurer la sécurité alimentaire. Le pays, qui souffre d'une pénurie d'eau, a également annoncé une exonération des agriculteurs du paiement de leur consommation d'eau pour une durée de six mois, période durant laquelle le pays s'efforce d'augmenter sa production agricole. En collaboration avec le Gouvernement kittitien et névicien, la FAO apporte son appui à des interventions visant à optimiser et renforcer les capacités des systèmes de culture et d'aquaculture de protection, afin d'augmenter la production agricole locale, et accompagne l'adoption de nouvelles technologies intelligentes face au climat. La FAO a aussi fourni son appui à la mise en place d'une ferme aquaponique pilote, et formera les enseignants des écoles à l'utilisation d'unités d'enseignement aquaponique mobiles.

### **Sainte-Lucie**

Le Gouvernement saint-lucien a annoncé son programme de stabilisation sociale en réaction à l'impact de la covid-19. Avec la paralysie qui frappe le secteur du tourisme et la fermeture d'entreprises que cause la pandémie de covid-19, le taux de chômage à Sainte-Lucie devrait atteindre 44 pour cent. Les mesures de relance économique visent à fournir un soutien direct aux agriculteurs et aux pêcheurs qui augmentent leur productivité et leurs intrants pour approvisionner les marchés locaux et régionaux. En appui à la réaction de l'agriculture du pays face au covid-19, la FAO accompagne les catégories et communautés vulnérables qui développent leurs capacités de planifier des mesures d'atténuation et leurs moyens de réagir efficacement aux situations de catastrophe naturelle, y compris celles qui découlent du changement climatique. Les interventions seront axées sur l'amélioration de la production et de la productivité des systèmes agroalimentaires prioritaires par le renforcement de la résilience et l'introduction de nouvelles technologies intelligentes face au climat.

### **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**

Saint-Vincent-et-les-Grenadines s'est porté à l'avant-garde des efforts d'intervention face à la covid-19, en mettant en œuvre un plan de sécurité alimentaire et d'atténuation de l'impact du coronavirus qui fait figure de modèle pour les États membres de l'OECD. La FAO soutient les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre du plan d'atténuation des effets de la covid-19. De manière spécifique, un soutien sera apporté à l'amélioration des stratégies de commercialisation, destinée à garantir l'accès au marché et améliorer le développement de moyens d'existence durables chez les agriculteurs familiaux et les transformateurs de produits agricoles. La FAO apportera son soutien aux efforts de renforcement des capacités d'opérer le recueil et l'analyse des informations sur la commercialisation des produits agricoles, ce qui doit renforcer la qualité de la planification du secteur et améliorer le système national d'information sur le marché. La FAO accompagne également le lancement de la campagne «Achetez local» et «Place de marché virtuelle 2020», qui met en relation les agriculteurs et les acheteurs en facilitant l'accès aux produits frais et aux marchés et en encourageant la consommation d'aliments de production locale.

### **Suriname**

Le Suriname s'est donné pour priorité l'intensification de la production locale de produits agricoles essentiels, en particulier de légumes, destinée à répondre à la demande des consommateurs et à réduire les cas de rupture de la chaîne d'approvisionnement alimentaire causés par la covid-19. La FAO accompagne les efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire, en rendant plus accessible l'approvisionnement alimentaire local. De manière spécifique, les interventions stimuleront et soutiendront la production locale, en fournissant une assistance aux petits exploitants agricoles à travers l'utilisation de technologies et de démarches résilientes le long des filières de produits cultivés, notamment un meilleur accès à la technologie des serres hydroponiques. Le renforcement de la capacité des agriculteurs de recourir à des technologies intelligentes face au climat améliorera leur résilience aux chocs externes et augmentera la production alimentaire. En outre, le Projet d'accès au marché agricole du Suriname apporte un soutien au renforcement des mécanismes de certification qui rendent plus aisées les exportations de produits agricoles, et élabore des animations numériques et des vidéos de sensibilisation en faveur de la sécurité alimentaire.

### **Trinité-et-Tobago**

En collaboration avec les plans d'intervention et de relance face à la covid-19 du Comité du Premier ministre sur l'agriculture, la FAO appuie les interventions renforçant la chaîne d'approvisionnement alimentaire des producteurs aux marchés et aux consommateurs. De manière spécifique la FAO s'associe au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et aux autorités locales

---

pour répondre aux besoins immédiats d'élaboration et de mise en œuvre d'un filet de sécurité sociale assurant la sécurité alimentaire des catégories vulnérables. Cette initiative conjointe comprend la réalisation d'une évaluation socioéconomique des impacts de la covid-19 sur les systèmes alimentaires, de la logistique de l'approvisionnement et du commerce alimentaires, et contribue ainsi à l'élaboration de plans d'intervention stratégiques pour les financements, dans le cadre des initiatives de redressement économique et social des Nations Unies. Sera également produite une étude destinée déterminer les voies à suivre pour assurer la mobilisation d'investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur des systèmes alimentaires, en vue de réduire la facture des importations alimentaires nationales et de renforcer les initiatives de sécurité alimentaire.